

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/205892]

26 NOVEMBRE 2009. — Circulaire relative à l'application de l'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 visant à l'attribution d'un taux de taxation réduit dans l'hypothèse de mise en décharge de déchets provenant de certaines opérations d'assainissement de sols

1. Introduction

Dans certains cas, le processus de réhabilitation/d'assainissement d'un site envisage ou prévoit le transfert en Centre d'enfouissement technique (CET) d'une quantité de déchets - sols excavés, déchets résultant de la démolition des infrastructures... - L'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne prévoit la possibilité, pour le redevable (CET), sous certaines conditions dont le contrôle incombe à l'Office wallon des déchets (OWD), d'obtenir l'accès à un taux réduit de taxation - 3 euros/tonne - sur la mise en CET.

La présente circulaire a pour objectif de fixer les conditions d'application de cette disposition ainsi que la procédure d'octroi de ce taux.

Les assainissements confiés à la SPAQuE sur décision gouvernementale ou ministérielle sont soumis aux mêmes dispositions.

2. Opérations concernées

L'assainissement d'un site peut être opéré sur décision :

- de l'Office wallon des déchets (OWD);
- du Ministre de l'Environnement (le Ministre);
- du Gouvernement wallon (ex. : dossier confié à la SPAQuE dans le cadre du plan Marshall);
- du Département de la Police et des Contrôles (DPC).

Hormis l'hypothèse de la décision prise par le DPC dans le cadre des dispositions de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets - mesures conservatoires -, cette décision est prise sur base d'un dossier technique - plan de réhabilitation, plan d'assainissement, étude de caractérisation - dont l'examen incombe à l'OWD.

Ces dossiers découlent, selon les cas :

- des dispositions du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;
- de dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation ou pour les dossiers introduits et jugés recevables avant le 1^{er} janvier 2008, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- de dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service;
- d'une procédure simplifiée de réhabilitation - application "administrative" des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. C'est le cas des décisions du Gouvernement wallon dans le cadre de l'assainissement des sites pollués repris dans le plan Marshall (action confiée à la SPAQuE).

Au terme de cette procédure d'instruction, une approbation du projet de réhabilitation/d'assainissement est délivrée, selon la base, soit par le Ministre, soit par l'OWD.

3. Conditions d'octroi

Le point 5^o, du § 1^{er}, de l'article 6, du décret fiscal précise que l'octroi du taux réduit de taxation est soumis à deux conditions :

- la justification de la nécessité de procéder à la mise en CET desdits déchets, toutes autres techniques de gestion s'avérant impraticables ou entraînant des dépenses démesurées;
- la réhabilitation/l'assainissement du site doit être approuvé par le Gouvernement ou les fonctionnaires désignés par celui-ci - voir point 2 ci-dessus.

4. Procédure

A l'appui de la demande d'application du taux réduit auprès de l'OWD, le titulaire de l'obligation de réhabilitation/d'assainissement ou la SPAQuE, selon le cas, complète le formulaire-type, annexé à la présente, visant à établir l'adéquation du mode de gestion des terres préconisé. La demande est également accompagnée de tout élément probant permettant à l'OWD de vérifier la conformité des travaux réalisés, sauf si ces éléments ont déjà été transmis à l'OWD.

Un avis extérieur, non contraignant, sur base de ce formulaire peut être sollicité par l'OWD auprès de l'Association des Entreprises et Entrepreneurs en Assainissement des Sols de Wallonie et de Bruxelles (ASENAS) en vertu d'un protocole d'accord établi entre les deux parties le 25 juin 2009.

La décision est dès lors prise par l'OWD sans préjudice aux prérogatives en matière d'approbation des travaux dévolues au Ministre ou au Gouvernement wallon dans le cadre de certaines procédures susvisées, l'octroi du taux réduit étant dès lors également subordonné à une telle approbation.

Il sera veillé à ce que les volumes à éliminer en CET soient réduits au maximum.

Namur, le 26 novembre 2009.

Pour le Fonctionnaire dirigeant l'Office wallon des déchets,
J. DEFOUX, directeur

A compléter par l'Office wallon des déchets : N° de dossier :

A compléter par ASENAS : N° de la demande :

**Formulaire de demande d'évaluation de mode de gestion proposé par le titulaire
de l'obligation d'assainissement**

Référence décréte : article 6, § 1^{er}, point 5, du décret du 22 mars 2007
favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne

A compléter par le titulaire de l'obligation :

Date de la demande : . . / . . / ... Identité du titulaire : - - - Nature des déchets visés par la demande :	
Quantité de déchets visés par la demande :	
Origine des déchets visés par la demande :	

Identification du site de provenance des déchets : 1. Adresse : 2. Coordonnées Lambert d'un plan central : 3. Parcelles cadastrales :

Données utiles (check-list) à joindre en annexe en respectant scrupuleusement les numérotations :	
1 - résultats d'analyses :	
2 - descriptions des forages :	
3 - granulométries (63 µm, 500 µm, 1 mm, 2 mm) :	
4 - % de matière organique :	
5 - description de la source de pollution (recherche historique par rapport au site) :	
6 - % de matériaux exogènes :	
7 - % > 50 mm (gravats) :	
8 - teneur en matières sèches :	
9 - motivation de la demande :	
10 - Coût évalué hors taxation de la mise en CET :	

Signature du titulaire

Visa de l'OWD

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/205892]

26. NOVEMBER 2009 — Rundschreiben über die Anwendung des Artikels 6, § 1, 5°, des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Gewährung eines ermäßigten Steuersatzes im Falle einer Ablagerung von Abfällen aus bestimmten Bodensanierungsvorgängen**1. Einleitung**

In bestimmten Fällen wird im Rehabilitierungs-/Sanierungsprozess eines Geländes die Verbringung einer Menge Abfälle - Bodenaushub, Abfälle aus dem Abbruch der Infrastrukturen,... - in ein technisches Vergrabungszentrum ("CET" - "centre d'enfouissement technique") in Aussicht genommen oder vorgesehen. In Artikel 6, § 1, 5° des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region wird für den Steuerpflichtigen ("CET") die Möglichkeit vorgesehen, unter bestimmten Bedingungen, deren Kontrolle dem "Office wallon des déchets" ("OWD" - Wallonisches Amt für Abfälle) obliegt, den Anspruch auf einen ermäßigten Steuersatz - 3 Euro/Tonne - auf die Verbringung in ein "CET" zu erhalten.

Zweck des vorliegenden Rundschreibens ist es, die Bedingungen zur Anwendung dieser Bestimmung, sowie das Verfahren zur Gewährung dieses Steuersatzes festzulegen.

Die der "SPAQuE" ("société publique d'aide à la qualité de l'environnement" - öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) durch Regierungs- oder Ministerialbeschluss anvertrauten Sanierungen unterliegen denselben Bestimmungen.

2. Betroffene Vorgänge

Die Sanierung eines Geländes kann auf Beschluss folgender Personen bzw. Einrichtungen vorgenommen werden:

- "Office wallon des déchets" ("OWD");
- Minister für Umwelt (der Minister)
- Wallonische Regierung (z.B.: die im Rahmen des Marshall-Plans der "SPAQuE" anvertraute Akte);
- Abteilung Polizei und Kontrollen ("DPC" - ("Département de la Police et des Contrôles")).

Außer im Falle des im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle von der "DPC" gefassten Beschlusses - Sicherungsmaßnahmen - wird dieser Beschluss auf der Grundlage einer technischen Akte - Rehabilitierungsplan, Sanierungsplan, Charakterisierungsstudie -, gefasst, deren Prüfung dem "OWD" obliegt.

Diese Akten ergeben sich je nach Fall aus:

- den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;
- Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne oder, was die vor dem 1. Januar 2008 eingereichten und für zulässig erachteten Akten betrifft, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung des Artikels 7, § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;
- Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden;
- einem vereinfachten Rehabilitierungsverfahren - "administrative" Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung des Artikels 7, § 3, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;
- dem Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle. Dies ist der Fall für die Beschlüsse der Wallonischen Regierung im Rahmen der Sanierung der im Marshall-Plan aufgenommenen verschmutzten Gelände (der "SPAQuE" anvertraute Aktion).

Nach Ablauf dieses Untersuchungsverfahrens wird eine Genehmigung des Rehabilitierungs-/Sanierungsprojekts je nach der Grundlage entweder vom Minister, oder vom "OWD" ausgestellt.

3. Gewährungsbedingungen

In Punkt 5°, des § 1, des Artikels 6, des Steuerdekrets wird angegeben, dass die Gewährung des ermäßigten Steuersatzes zwei Bedingungen unterliegt:

- es ist nachzuweisen, dass es notwendig ist, die besagten Abfälle in ein "CET" zu bringen, da jede andere Bewirtschaftungsmethode nicht durchführbar wäre oder übermäßige Ausgaben zur Folge hätte;
- die Rehabilitierung/Sanierung des Geländes muss von der Regierung oder von den von ihr bezeichneten Beamten genehmigt werden - siehe oben Punkt 2.

4. Verfahren

Zur Begründung des Antrags auf die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beim "OWD" füllt der Rehabilitierungs-/Sanierungspflichtige oder die "SPAQuE", je nach Fall, das dem vorliegenden Rundschreiben beigefügte Standardformular aus, durch das die Angemessenheit der empfohlenen Methode zur Bewirtschaftung der Böden nachgewiesen werden soll. Dem Antrag wird ebenfalls jede beweiskräftige Unterlage beigefügt, die dem "OWD" ermöglicht, die Konformität der durchgeführten Arbeiten zu überprüfen, außer wenn diese Unterlagen dem "OWD" bereits übermittelt worden sind.

Auf der Grundlage dieses Formulars kann das "OWD" aufgrund eines am 25. Juni 2009 zwischen den beiden Parteien abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls bei der "Association des Entreprises et Entrepreneurs en Assainissement des Sols de Wallonie et de Bruxelles" ("ASENAS") - (Verband der Bodensanierungsunternehmen und -unternehmer der Wallonie und von Brüssel) ein unverbindliches auswärtiges Gutachten ersuchen.

Der Beschluss wird demzufolge unbeschadet der dem Minister oder der Wallonischen Regierung in Sachen Genehmigung der Arbeiten zufallenden Alleinbefugnisse im Rahmen bestimmter oben erwähnter Verfahren vom "OWD" gefasst, wobei die Gewährung des ermäßigten Steuersatzes ebenfalls einer derartigen Genehmigung unterliegt.

Es wird darauf geachtet, dass die in einem "CET" zu entsorgenden Volumen auf ein Maximum reduziert werden.

Namur, den 26. November 2009

Der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)

J. DEFOUX, Direktor

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/205892]

26 NOVEMBER 2009. — Omzendbrief betreffende de toepassing van artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 met het oog op de toekenning van een verlaagde belastingsvoet op het storten van afval voortgebracht door bepaalde bodemsaneringshandelingen

1. Inleiding

In sommige gevallen wordt bij de rehabilitatie/sanering van een site het transport van een hoeveelheid afval - uitgegraven grond, afval uit de afbraak van infrastructuren,... overwogen of voorzien naar een centrum technische ingraving. Artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest bepaalt dat de belastingplichtige (CET) onder bepaalde voorwaarden waarvan de naleving gecontroleerd wordt door de "Office wallon des déchets (Waalse afvaldienst) (OWD), aanspraak kan maken op een verlaagde belastingsvoet - 3 euro/ton - op het storten in een "CET".

Deze omzendbrief beoogt de vastlegging van de voorwaarden tot toepassing van die bepaling, alsook de procedure tot toekenning van die voet.

De saneringen die bij beslissing van de Regering of bij ministeriële beslissing aan de "SPAQuE" opgedragen worden, worden aan dezelfde bepalingen onderworpen.

2. Bedoelde handelingen

De sanering van een site kan uitgevoerd worden bij beslissing van :

- de "Office wallon des déchets (OWD)";
- de Minister van Leefmilieu (de Minister);
- de Waalse Regering (bijv. : dossier toevertrouwd aan de SPAQuE in het kader van het plan Marshall);
- het "Département de la Police et des Contrôles (DPC)" (Departement Politie en Controles).

Afgezien van de beslissing genomen door het "DPC" in het kader van de bepalingen van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen - conservatoire maatregelen -, wordt die beslissing genomen op basis van een technisch dossier - rehabilitatieplan, saneringsplan, karakteriseringsonderzoek - dat door de "OWD" behandeld wordt.

Al naar gelang van het geval zijn die dossiers het gevolg van :

- de bepalingen van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer;
- de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen of voor de dossiers ingediend en ontvankelijk bevonden voor 1 januari 2008, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;
- van bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming door de invoeging van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinstations;
- een vereenvoudigde rehabilitatieprocedure - "administratieve" toepassing van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 of van het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;
- van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. Dit geldt voor de beslissingen die de Waalse Regering neemt in het kader van sanering van de verontreinigde sites opgenomen in het plan Marshall (actie toevertrouwd aan de "SPAQuE").

Na afloop van die onderzoeksprocedure wordt een goedkeuring van het rehabilitatie/saneringsproject hetzij door de Minister, hetzij door de "OWD" afgegeven, al naar gelang van de basis.

3. Toekenningsvoorwaarden

Artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet bepaalt dat de toekenning van de verlaagde belastingsvoet onderworpen is aan twee voorwaarden, namelijk :

- de rechtvaardiging van de noodzaak om bedoelde afval in centra voor technische ingraving te storten, waarbij blijkt dat alle andere beheerstechnieken onbruikbaar zijn of dat ze bovenmatige uitgaven met zich meebrengen;
- de rehabilitatie/de sanering van de site moet goedgekeurd worden door de Regering of door de ambtenaren die zij aanwijst - zie punt 2 hierboven.

4. Procedure

Om de toepassing van de verlaagde voet bij de "OWD" aan te vragen, vult de houder van de verplichting tot rehabilitatie/sanering of de "SPAQuE", al naar gelang van het geval, bijgaand typeformulier in, waarbij de adequatie van de aanbevolen wijze van beheer van de grond vastgelegd kan worden. Bij de aanvraag wordt ook elk bewijselement gevoegd op grond waarvan de "OWD" de conformiteit van de uitgevoerde werken kan nagaan, tenzij die elementen al aan de "OWD" zijn overgemaakt.

Op basis van dat formulier kan de "OWD" om een niet dwingend extern advies bij de "Association des Entreprises et Entrepreneurs en Assainissement des Sols de Wallonie et de Bruxelles (ASENAS)" verzoeken krachtens een akkoordprotocol opgemaakt tussen beide partijen op 25 juni 2009.

De beslissing wordt dan ook door de "OWD" genomen onverminderd de voorrechten inzake de goedkeuring van de werken voorbehouden aan de Minister of aan de Waalse Regering in het kader van sommige van genoemde procedures, waarbij de toekenning van de verlaagde voet bijgevolg eveneens aan een dergelijke goedkeuring onderworpen wordt.

Alles moet in het werk gesteld worden om de in de centra voor technische ingraving te storten hoeveelheden tot een minimum te beperken.

Namen, 26 november 2009.

Voor de leidend ambtenaar van de "Office wallon des déchets",

J. DEFOUX, directeur

In te vullen door de "Office wallon des déchets" : Nr van het dossier :

In te vullen door "ASENAS" : Nr. van de aanvraag :

Aanvraagformulier voor de beoordeling van de beheerswijze voorgesteld door de saneringsplichtige

Decretale grond : artikel, § 1, punt 5, van het decreet van 22 maart 2007
tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest

In te vullen door de houder van de verplichting :

Datum van de aanvraag : . . / . . / Identiteit van de houder : - - - Aard van de afval waarop de aanvraag betrekking heeft :	
Hoeveelheid afval waarop de aanvraag betrekking heeft :	
Herkomst van de afval waarop de aanvraag betrekking heeft :	
Identificatie van de site waar de afval vandaan komt : 1. Adres : 2. Lambert-coördinaten van een centraal plan : 3. Kadastrale percelen :	
Als bijlage bij te voegen nuttige gegevens (check-list), waarbij de nummeringen nauwkeurig in acht genomen moeten worden :	
1 - resultaten van analyses :	
2 - beschrijving van de boringen :	
3 - granulometrieën (63 µm, 500 µm, 1 mm, 2 mm) :	
4 - % organische stof :	
5 - beschrijving van de verontreinigingsbron (historisch onderzoek t.o.v. de site) :	
6 - % exogene stoffen :	
7 - % > 50 mm (gruis) :	
8 - gehalte aan droge stoffen :	
9 - motivering van de aanvraag :	
10 - geraamde prijs, excl. belasting op het storten in een centrum voor technische ingraving :	

Handtekening van de houder

Visum van de "OWD"